

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 10 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AP YACHT CONCEPTION

ZI de la Pénissière
17230 MARANS

Références : 0003104753/2026-156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement AP YACHT CONCEPTION implanté ZI de la Pénissière 17230 MARANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AP YACHT CONCEPTION
- ZI de la Pénissière 17230 Marans
- Code AIOT : 0003104753
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AP YACHT CONCEPTION est spécialisée dans la fabrication de bateaux, elle exploite un site de production sur la zone Industrielle de la Pénissière à Marans.

Le site est réglementé notamment par les arrêtés préfectoraux de prescriptions spéciales des

10/01/2022 et 4 septembre 2024. Les installations relèvent du régime de la déclaration au titre des rubriques 2940, 2661-1, 2910-A2, 4421 et 4718.

Contexte de l'inspection :

Cette inspection réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing « produits chimiques ».

Thèmes de l'inspection :

- Action Régionale n°3 – produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 25 février 2026 n'a pas relevé d'écart.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Le jour de la visite d'inspection du 25 février 2026, l'exploitant présente l'état des matières stockées à jour. Le listing présente les caractéristiques de chaque produit, la quantité en stock et l'emplacement du stockage.

Par échantillonnage, l'inspection demande l'édition de la fiche de données de sécurité (FDS) du Butanox M50 ainsi que de l'acétone. Le Butanox M50 est un peroxyde utilisé comme catalyseur pour la réaction de polymérisation des polyesters. L'acétone est utilisée comme agent dégraissant.

L'exploitant indique que les FDS sont accessibles au format numérique par tous les agents de la société sur toutes les machines de la société et effectue l'extraction des deux FDS demandées.

Les deux FDS extraites sont en version française et respectivement datées du 3 décembre 2024 et du 29 septembre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

L'inspection constate que le Butanox M50 est stocké dans une armoire située à l'extérieur, dédiée, climatisée et ventilée. Un suivi de température est effectué, la plage de température nominale est fixée entre 10°C et 25°C avec report d'alarme sur l'ordinateur du chargé de mission HSE.

Le jour de la visite, la température de consigne de l'armoire dédiée au stockage de Butanox M50 était de 16°C et la température réelle relevée était de 16°C.

L'exploitant précise que seuls les opérateurs ayant suivi la formation « polyester » sont autorisés à manipuler le produit.

Selon les déclarations de l'exploitant, la formation précise notamment les dangers du produit pour la santé et pour l'environnement ainsi que les risques liés à son utilisation (dosage toujours inférieur à 2 %, produits incompatibles, etc.).

Les déstockages de produit se font toujours avec les EPI (gants, masque, tenue complète) et avec des pompes de transfert à faible débit. La quantité prélevée est toujours minimale et relative à une utilisation ponctuelle.

Les conditions d'utilisation du produit sont conformes aux préconisations de la fiche de données de sécurité.

L'acétone est stockée en fût de 200 L dans les conteneurs isolés extérieurs.

Les opérateurs viennent chercher, toujours équipés des EPI (gants, masque, tenue de protection), la quantité minimale en bidons étanches de capacité inférieure à 10 L et les positionnent sur les rétentions prévues à cet effet dans l'atelier.

Les conditions d'utilisation du produit sont conformes aux préconisations de la fiche de données de sécurité.

Le jour de la visite, l'inspecteur constate auprès des opérateurs que la culture de la sécurité et du port des EPI est présente sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assurant une protection équivalente. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur constate que le stockage de produits chimiques liquides dans les conteneurs de stockage extérieurs sont sur rétentions correctement dimensionnées, les conteneurs sont prévus à cet effet.</p> <p>Par échantillonnage, les rétentions présentes dans l'atelier d'assemblage sont disponibles et correctement dimensionnées.</p> <p>L'inspection rappelle toutefois que les contenants doivent être positionnés sur la rétention et non « à cheval » sur le bord de cette dernière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
Constats : L'exploitant indique qu'il forme et informe ses agents de façon à ce qu'aucun produit incompatible ne soit présent sur une même rétention. Les rétentions sont d'ailleurs pourvues de matrice d'incompatibilité de façon à ce que chaque utilisateur puisse évaluer ou identifier une incompatibilité lors du dépôt du produit. Le jour de la visite, l'inspection n'a pas observé la présence de produits incompatibles sur les rétentions de l'atelier d'assemblage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées relatives aux rubriques ICPE exploitées : 2661, 2940, 4421, 4718. L'inspecteur constate la présence sur site de 150 kg de Butanox M50 et 1,4 t d'acétone. Par ailleurs, les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées sont aussi intégrées dans un état des stocks géré par le service logistique mais sous un autre logiciel. L'exploitant précise en séance qu'il est en train de basculer l'ensemble des données sous un nouveau logiciel ERP de façon à ce que ces dernières soient toutes gérées de la même façon. Un responsable logistique a présenté à l'inspecteur le nouveau logiciel ERP qui indiquait la présence d'un fût de 200 L d'acétone dans le conteneur de stockage n°1. La présence du fût d'acétone a été vérifiée lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite